



Revue de presse



Judi 31 août 2023

La non-adhésion de l'Algérie aux BRICS n'altère en rien sa "nouvelle orientation" consacrée par le président de la République.

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a affirmé mardi à Alger, que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait consacré l'orientation vers l'Asie centrale et l'Asie comme l'un des axes de la politique étrangère du pays, arguant que la non-adhésion de l'Algérie au groupe des "BRICS" n'altère en rien cette "nouvelle orientation".

Animant une conférence de presse lors de laquelle il a présenté l'initiative du président de la République pour le règlement de la crise au Niger, M. Attaf a indiqué que "le président de la République a orienté l'un des axes de la politique étrangère vers l'Asie centrale et l'Asie augurant d'un avenir prospère", soulignant que "les BRICS n'ont altéré en rien ces orientations ni notre capacité à défendre nos intérêts, dans le cadre de la nouvelle orientation décidée par le président de la République".

M. Attaf a affirmé, en outre, que l'Algérie aspirait à adhérer aux BRICS pour renforcer les cadres de déploiement de sa politique étrangère, assurant qu'en dépit de sa non-adhésion au groupe, l'Algérie "poursuivra résolument ses choix".

BRICS: nous continuerons à défendre nos choix avec les mêmes alliés dans d'autres cadres

L'Algérie, qui a de tout temps plaidé en faveur de la multipolarité dans les relations internationales et le rétablissement de la coopération multilatérale, continuera à défendre ses choix avec ses alliés des BRICS dans d'autres cadres comme le Conseil de sécurité de l'ONU, le groupe des 77 et le Mouvement des non-alignés, a soutenu M. Attaf.

Il ne faut pas considérer la non-adhésion comme une défaite, car "l'Algérie dispose toujours de cadres suffisants pour défendre ses intérêts diplomatiques, politiques, stratégiques et économiques, notamment vers la nouvelle orientation vers l'Asie centrale et l'Asie", a estimé M. Attaf.

Parmi ces cadres et choix, M. Attaf a évoqué les efforts de l'Algérie pour rejoindre la Nouvelle banque de développement (NBD) des BRICS et l'Organisation de coopération de Shanghai, rappelant sa contribution au capital de la Banque de Shanghai pour l'investissement dans les infrastructures.

Tous ces pays membres des BRICS sont "amis et alliés", sans exception, a affirmé le ministre.

Répondant à une question sur le rôle de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans la région, M. Attaf a salué le rôle de cette organisation régionale dans "la réalisation de l'intégration économique africaine en tant qu'entité financière, commerciale et douanière qui a atteint des niveaux élevés dans la concrétisation de cette intégration", insistant sur la nécessité de "ne pas remettre en question les capacités de ce groupe" qui a également joué, a-t-il rappelé, "un rôle axial dans le domaine sécuritaire".



Algérie-Russie : Une relation exemplaire

Une des relations des plus privilégiées que l'Algérie entretient avec les cinq pays des Brics, globalement dans un esprit de respect mutuel, d'entente sereine et de coopération dans des domaines divers. De toute évidence, c'est celle-ci qui distingue la relation Alger-Moscou.

Ceci eu égard autant à sa dimension historique, qu'aux principes et valeurs qui l'ont forgée et auxquels l'Algérie comme la Russie sont restées fidèles tout au long du parcours cimentant leur relations bilatérales qui n'ont fait l'objet d'aucun quiproquo, faut-il le préciser, voilà maintenant plus d'une soixantaine d'années. Bien au contraire, l'évolution de l'axe de coopération algéro-russe n'a eu de cesse d'être promue et mieux valorisée à travers un partenariat que beaucoup qualifient d'exemplaire, tant il est vrai qu'il est fondé sur une concertation sincère qui défend les causes justes et une meilleure équité dans le monde, et ce dans le respect mutuel de la souveraineté des États et une coordination agissante de valorisation des efforts communément consentis .

À l'indépendance de l'Algérie, arrachée de haute lutte, la Russie était déjà là pour assister le jeune État souverain dans le processus d'édification de ses institutions, notamment par la fourniture d'équipements difficilement accessibles, à l'époque, pour nombre de pays. «C'est sur le plan militaire que la coopération algéro-russe s'est d'abord renforcée au lendemain de notre indépendance, avec la formation dans certaines spécialités de pointe et la livraison d'un matériel de premier plan que beaucoup d'autres pays avaient des difficultés à obtenir», a déjà fait savoir, à juste titre, l'ancien diplomate Nourreddine Djoudi.

Le redéploiement de l'axe de coopération algéro-russe, eu égard notamment au succès de la récente visite d'État que le président de République a effectuée en juin dernier en Russie, est synonyme de l'engagement des deux États à fructifier davantage les relations bilatérales, non pas uniquement dans l'objectif de consolider la coopération économique, mais aussi en vue d'une approche bilatérale solidaire et agissante face aux défis actuels. La Déclaration de partenariat stratégique approfondi, signée le 15 juin dernier par les Présidents Abdelmadjid Tebboune et Vladimir Poutine à Moscou, atteste que les relations algéro-russes entrent aujourd'hui dans une nouvelle ère, bien adaptée aux exigences du monde actuel, sans jamais se départir des principes qui l'ont guidée des années durant. Lors de cette cérémonie, plusieurs conventions, mémorandums d'entente et programmes d'action ont été également signés entre les gouvernements algérien et russe. Ces accords ont porté sur le renforcement de la coopération dans plusieurs domaines d'intérêt mutuel. Aussi l'émergence d'un monde multipolaire offre à la relation algero-russe, des opportunités certaines d'évolution de leur coopération économique, par le partage d'un savoir-faire et une exploitation efficiente des ressources par des projets d'investissement porteurs. Ce qui impactera positivement le niveau de leurs échanges commerciaux, dont le montant dépassant les 3 milliards de dollars est loin de refléter l'excellence de l'entente politique qui a toujours distingué les deux pays.

À cela s'ajoutent les défis communs que l'Algérie et la Russie s'attellent à relever au plan de la sécurité mondiale, de la stabilité régionale et internationale, et de la consécration d'un ordre mondial plus juste et plus équitable.

Algérie-Chine : Le grand bond en avant

Le partenariat éminemment fructueux entre Alger et Pékin concrétise une relation tant solide qu'historique et stratégique qui ne cesse de croître. Il faut dire que la Chine a été le premier pays non arabe à reconnaître le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) en 1958. Un soutien franc et direct qui avait eu un retentissement mondial. Tandis qu'Alger a toujours plaidé pour le retour de la République populaire de Chine au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU) qui a été acté en 1971.

Plus de 60 ans après, la dynamique se poursuit et ne cesse de se renforcer. Lors de sa dernière entrevue avec la presse nationale, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait qualifié la Chine de partenaire fiable, rappelant l'existence de projets conjoints englobant plusieurs secteurs entre les deux pays, notamment via la création de joint-ventures.

Pékin est le premier fournisseur de notre pays et privilégie l'Algérie dans la région. En effet, selon le dernier rapport de l'Institut arabe des chefs d'entreprise sur les infrastructures de base et l'énergie, la Chine s'est déployée plus particulièrement dans une dizaine de pays de la région, en injectant plusieurs milliards de dollars. Dans cette zone, souligne le rapport, c'est l'Algérie qui a reçu le plus d'investissements chinois, avec environ 24 milliards de dollars investis dans les secteurs du transport et de l'immobilier durant la période allant de 2005 à 2020. Ces dernières années, un véritable coup d'accélérateur a été donné à cette relation bilatérale. A ce propos et lors de sa visite d'Etat en République populaire de Chine, en juillet dernier, le président Tebboune avait assuré que les Chinois sont déterminés à investir pas moins de 36 milliards de dollars dans notre pays et ce, dans plusieurs domaines, dont l'industrie, les technologies modernes, l'économie du savoir, les transports et l'agriculture. Le chef de l'Etat a d'ailleurs mis à profit cette opportunité pour faire savoir que la voie est ouverte devant les hommes d'affaires chinois pour le partenariat et l'investissement dans tous les secteurs en Algérie. Lors des nombreux échanges entre les deux délégations, la Chine a d'ailleurs fait part de son vif intérêt de réaliser, dans notre pays, de nombreux projets à caractère stratégique, à l'instar de la construction d'une grande usine de batteries au lithium. Enfin, en mai dernier, l'ambassadeur de Chine à Alger, Li Jian, avait affirmé que le partenariat stratégique algéro-chinois continuera à se hisser sans cesse. Dans cette droite ligne, Li Jian avait tenu à rappeler que l'accord de partenariat stratégique

global signé en 2014 était le premier du genre noué par la Chine avec un pays arabe et souligné que l'Algérie et la Chine resteront toujours de bons frères et de bons amis pour faire avancer l'édification d'un ordre international plus juste et équitable.



Dr Boudjemaâ Nettah, expert en relations géo-économiques : «La Russie considère l'Algérie comme un allié stratégique fiable»

El Moudjahid : Quelle analyse faites-vous de l'évolution des relations algéro-russes, y compris dans le contexte actuel de mutations géopolitiques à l'échelle internationale ?

Dr Boudjemaâ Nettah : La Russie a toujours considéré l'Algérie comme un allié fiable compte tenu de sa position géostratégique au double plan continental et régional et eu égard à son rôle pivot pleinement assuré dans l'espace arabe et dans le Bassin méditerranéen. De son côté, l'Algérie sait pertinemment qu'elle peut compter sur la contribution de la Russie, pays avec lequel elle entretient des relations historiques et privilégiées pour faire valoir, d'une part, ses objectifs de diversification économique et une relance dynamique de son processus d'investissement, et soutenir, d'autre part, ses positions immuables de politique extérieure. Il s'agit du respect de la souveraineté des États, de défense des causes justes en tête desquelles figure la question palestinienne et sahraouie et aussi de la consécration de ses objectifs dans le cadre de son mandat en tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU qui sera en vigueur dès 2024. Pour Moscou, Alger est un partenaire d'excellence, fidèle à ses principes et ayant toujours tenu ses engagements, avec lequel il faut approfondir la coopération autour des objectifs de stabilité régionale et internationale, de sécurité énergétique et alimentaire et de croissance économique sur la base du partenariat gagnant-gagnant.

D'aucuns estiment que les relations algéro-russes ont été d'avantage raffermies et consolidées à la faveur de la visite d'État du président de la République Abdelmadjid Tebboune en juin dernier en Fédération de Russie. Votre avis à ce propos ?

Bien évidemment, cette visite d'État a été une réussite sur tous les plans et ses objectifs multidimensionnels ont été atteints. Ceci à travers la signature de la Déclaration de partenariat stratégique approfondi ainsi que de plusieurs accords portant sur l'élargissement des domaines de coopération. Aussi, les opérateurs économiques relevant des deux pays ont été on ne peut mieux sensibilisés à l'occasion de cette visite sur l'importance de coordonner leurs efforts dans le cadre d'une approche solidaire visant à relever les défis actuels de la sécurité alimentaire et énergétique et de l'acquisition des nouvelles technologies de pointe au bénéfice des intérêts stratégiques de l'Algérie et de la Russie et de leurs prospérité économique et sociale.

Quels sont, selon vous, les domaines d'activité où la relation algéro-russe pourra encore prospérer d'avantage ?

Il s'agit potentiellement de l'agriculture à travers l'intensification du transfert des technologies, pouvant aider à la réalisation des objectifs escomptés en la matière. Egalement dans le domaine de l'industrie mécanique et de transformation sans oublier le créneau des télécommunications et l'exploitation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques.



Visite de la délégation vietnamienne à Batna : Le point sur l'attractivité du climat d'investissement

Le chef de la délégation vietnamienne, Lê Thành Dô, qui a achevé hier sa visite dans la wilaya de Batna, a affirmé que cette tournée avait constitué une opportunité pour la délégation de la province de Diên Biên de faire le point sur les opportunités de coopération entre les deux pays selon le principe gagnant-gagnant. Cette visite «permettra à la délégation à son retour à la province de Diên Biên de présenter aux investisseurs vietnamiens les opportunités d'investissement en Algérie ainsi que le potentiel économique et le climat d'investissement du pays», a ajouté Lê Thành Dô qui occupe le poste de président du comité populaire de la province Diên Biên en marge de la visite d'une usine privée de céramique sise à la zone des activités de Dhraa Bensebah dans la commune de Tazoult. L'intervenant, qui était accompagné de l'ambassadeur de son pays en Algérie, Tran Quoc Khanh, et du wali de Batna, Mohamed Benmalek, a manifesté, lors de la visite à N'gaous de l'usine de fabrication de jus, son intérêt pour cette activité de transformation effectuée selon des procédés modernes ayant permis l'exportation des produits. De son côté, le wali de Batna a indiqué que la convention de jumelage et de partenariat, signée lundi entre la wilaya de Batna et la province vietnamienne Diên Biên, est appelée à favoriser des partenariats bilatéraux notamment après la visite de la délégation hôte à plusieurs structures et entreprises économiques des secteurs de la santé, du tourisme, de la formation professionnelle et de la culture dans la wilaya de Batna. La wilaya de Batna, a ajouté le même responsable, œuvre à dépasser le chiffre de plus de 30 millions de dollars d'exportation réalisé l'année passée, en mettant en place les conditions favorables à l'investissement, en levant les entraves et en accompagnant les opérateurs économiques dans les divers domaines.

Paiement par carte: La difficile généralisation des TPE

L'Algérie, qui aspire à généraliser le paiement électronique, est appelée à revoir son approche. Au lieu de fixer des délais précis pour la généralisation du paiement électronique, lequel est confronté à plusieurs reports, on doit aller graduellement dans cette démarche. C'est ce que préconise Abderrahmane Hadeff, consultant et expert en géo-économie.

« Il faut y aller graduellement. Il faut fixer des objectifs en déterminant les tranches des usagers des terminaux de paiement électronique (TPE) », a-t-il affirmé ce mercredi au *Jeune Indépendant*. Selon lui, il faut opter pour une catégorisation des usagers et pas pour une généralisation, soulignant ainsi la nécessité de changer de démarche pour éviter les reports. Comment cela va-t-il se faire ? Pour M. Hadeff, il faut donner la priorité à certaines catégories dans l'utilisation de ces TPE, à commencer par les commerçants, les entreprises, puis les institutions.

En effet, la généralisation du paiement électronique, notamment au niveau des commerces, a buté, à maintes reprises, sur plusieurs reports en raison de l'indisponibilité des TPE. Un nouveau délai est en effet fixé pour la mise en place des instruments de paiement électronique au niveau des espaces commerciaux, soit le 31 décembre 2023.

Ce délai sera-t-il respecté, sachant que l'on a conditionné la mise en place de ces équipements par des produits de fabrication locale ? C'est dans ce sens que l'Entreprise nationale de l'industrie électronique (ENIE) a lancé, depuis 2018, la fabrication de ces outils. Baya Kendil, directrice générale de l'ENIE, a affirmé que plus de 50 000 unités de paiement électronique ont été fabriquées depuis le lancement de ce projet de production en 2018, et ce dans le cadre d'une convention signée entre le secteur de la poste et des télécommunications et la SSB, dans l'objectif de promouvoir les outils de la production nationale.

Signalant que trois types d'appareils (terminal classique, terminal grand format et petit terminal intelligent) vont être fabriqués, elle a mis en avant les capacités annuelles de production de l'entreprise de ces appareils, lesquelles dépassent les 220 000 unités. Une opération de fabrication de 20 000 terminaux de paiement électronique sera aussi lancée au mois de septembre, selon la même responsable, dans le cadre de la convention signée entre l'ENIE de Sidi Bel Abbès et la Société des services bancaires (SSB).

Pour M. Hadeff, l'ENIE « doit jouer un rôle majeur dans la transformation numérique qu'a entrepris le pays », soulignant la nécessité d'envisager des partenariats pour devenir un acteur majeur dans l'industrie électronique.

Pour ce qui est de la fabrication de la quantité des TPE annoncée par la directrice générale de l'ENIE, il a fait savoir que cette démarche est « une première étape », d'autant que les besoins sont plus importants, notamment du côté des commerçants, lesquels ne sont pas les seuls concernés.

Néanmoins, le recours au paiement électronique se démocratise de plus en plus. Preuve en est le dernier bilan du Groupement d'intérêt économique Monétique (GIE Monétique), qui a fait savoir que le nombre de paiements sur terminaux de paiement électronique s'est élevé à plus de 1,4 million d'opérations entre janvier et mai, pour un montant de 11,5 milliards de dinars.



Industrie électronique : L'ENIE de Sidi Bel-Abbès signe une convention pour la fabrication de 20 000 TPE

L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbès vient de signer une convention avec la Société des services bancaires (SSB) pour la fabrication de 20 000 terminaux de paiement électronique (TPE), a indiqué sa directrice générale.

La fabrication de cette quantité de terminaux de paiement électronique débutera au mois de septembre prochain, a indiqué Mme Baya Kendil dans une déclaration à l'APS, faisant état également, dans ce même contexte, de la concrétisation d'un projet avec Naftal pour la réalisation d'équipements fixes de paiement électronique, qui seront placés au niveau des stations d'essence. La même responsable a fait savoir que plus de 50 000 unités de paiement électronique ont été fabriquées depuis le lancement de ce projet de production en 2018, dans le cadre d'une convention signée entre le secteur de la Poste et des télécommunications et la SSB, dans l'objectif de promouvoir les outils de la production nationale. S'agissant du type de terminaux de paiement électronique, elle a expliqué qu'il est question de fabriquer trois types d'appareils (terminal classique, terminal grand format et petit terminal intelligent). La capacité annuelle de production de ces appareils dépasse 220 000 unités, a-t-elle encore noté, ajoutant que l'ENIE dispose de moyens et de compétences de haut niveau, lui permettant de réaliser les projets inclus dans les conventions signées avec différents secteurs et de contribuer au développement de l'économie nationale suivant la stratégie tracée par les hautes autorités du pays.

Pétrole: Le Brent à plus de 86 dollars

Les prix du pétrole montaient légèrement hier, sur fond de risques géopolitiques qui pèsent sur l'offre, et des premières statistiques pétrolières aux Etats-Unis montrant une chute des stocks. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, prenait 0,67 % à 86,06 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, gagnait 0,80 % à 81,81 dollars. Le pétrole est poussé vers le haut par une baisse des statistiques pétrolières américaines et la situation au Gabon, un pays producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), avec une production d'environ 200 000 barils par jour, expliquent des analystes. Par ailleurs, les investisseurs attendent la publication de l'état des stocks hebdomadaires commerciaux américains par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) pour la semaine achevée le 25 août. La fédération des professionnels du secteur, l'American Petroleum Institute (API), a estimé mardi que les stocks de brut avaient fondu d'environ 11,49 millions de barils la semaine dernière, mais que ceux d'essence avaient augmenté de 1,395 million de barils. «Si une telle baisse est confirmée (...) par l'EIA, cela devrait être résolument positif pour les prix du pétrole», soulignent les analystes.

Constantine: 330 millions DA pour l'entretien des écoles primaires

Une enveloppe financière de 330 millions de dinars a été allouée pour entretenir et réhabiliter des écoles primaires à travers les différentes communes de la wilaya de Constantine, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Ce montant, puisé du budget de la wilaya, a été réparti au profit des 12 communes que compte la wilaya, a souligné la même source, précisant que la répartition de la dotation a été effectuée sur la base des rapports techniques établis par les services de la wilaya, ceux des Assemblées populaires communales (APC) et de la Direction locale de l'éducation. La valeur des dotations a été fixée selon les besoins exprimés dans chaque commune, a indiqué la même source, ajoutant que la répartition des budgets a pris en considération l'état des écoles ciblées (état de la structure et des réseaux d'assainissement notamment). L'opération a ciblé jusque-là plus de 100 écoles primaires, a fait savoir la même source, rappelant que la mobilisation de ce budget s'inscrit dans le cadre des efforts déployés localement pour améliorer les conditions de scolarisation des élèves du cycle primaire, notamment dans les régions enclavées et lointaines. Le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, avait ordonné la constitution de commissions de recensement chargées de l'évaluation de la situation des différents collèges d'enseignement moyens (CEM) et lycées pour permettre aux autorités locales d'intervenir là où des lacunes ou insuffisances sont soulevées, a indiqué la même source. Le secteur de l'Education de la wilaya de Constantine a bénéficié, dans le cadre des préparatifs à la rentrée scolaire 2023-2024, de l'inscription de plus de 50 opérations à réaliser dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, a encore rappelé la même source.

Positionnement des entreprises algériennes à l'international : Mettre en place un système de veille stratégique

« Les entreprises algériennes possèdent un potentiel de développement à l'international vu la richesse du pays ainsi que la qualification et le prix bas de la main d'œuvre », affirment Sahnoun Imène et Bekhouche Ouahdi Fella, de la Haute école des études commerciales de Koléa. Pour un meilleur positionnement à l'international, les entreprises algériennes «doivent mettre en place un système de veille stratégique leur permettant d'avoir les éléments d'informations nécessaires à intégrer dans leur stratégie ».

En effet, la veille stratégique étudie la faisabilité et l'efficacité de l'internationalisation. Elle contribue à ce que l'entreprise prenne en considération tous les risques pouvant compromettre son développement et sa stabilité.

La veille stratégique met la lumière sur les risques liés aux différentes opérations commerciales internationales à savoir durant la prospection des marchés, l'entreprise prévoit de faire face au risque de change et au risque économique. Pour les universitaires, «au risque de perdre beaucoup d'opportunités et de se faire concurrencer dans leur propre marché, les entreprises doivent prospecter les marchés étrangers ».

Pour réussir à l'international l'entreprise « doit bien étudier ses points forts et ses points faibles (en interne) ainsi que les opportunités et les menaces qui se trouvent dans son environnement externe. Le choix de la forme d'internationalisation est déterminé par la stratégie à adopter ».

Cette dernière est la résultante d'une « étude de marché qui doit prendre en considération les différents risques pouvant compromettre l'existence même de l'entreprise ainsi que les opportunités qui peuvent lui ouvrir de nouvelles perspectives de développement ».

Pour ce faire, « la veille stratégique détecte les signaux faibles émanant de l'environnement, les traite et les diffuse pour prendre les décisions adéquates. Elle permet aux décideurs de se positionner par rapport à un marché mondial/ciblé et de leur fournir les enjeux d'une internationalisation qui aboutira à la prise de décision de s'internationaliser ou pas ».

Brics : Vers un classement des universités des pays membres

L'établissement d'enseignement supérieur russe Synergy vient d'annoncer le lancement prochain d'un classement des universités des pays des BRICS.

Cette association des universités BRICS, aspire à favoriser l'ouverture de succursales et de programmes d'échanges entre les pays membres. Plus de 100 institutions indiennes, chinoises et brésiliennes ont déjà été invitées.

Ce projet d'envergure sera l'établissement d'un classement des universités des BRICS. L'association entend également rapprocher les cursus éducatifs nationaux entre eux. Et le classement permettra une meilleure visibilité aux universités BRICS au niveau international.

Porté par la Russie, ce projet confirme la volonté des BRICS de renforcer leur intégration dans le domaine clé de l'éducation.

3e Foire commerciale intra-africaine : L'Algérie participe avec 12 secteurs économiques

L'Agence nationale pour la promotion du commerce extérieur « ALGEX » a annoncé l'organisation de la participation algérienne à la troisième édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF2023), inscrite au programme officiel des manifestations économiques à l'étranger pour l'année en cours.

Organisée par la Banque africaine d'import-export, Afreximbank, en collaboration avec l'Union Africaine et le Secrétariat de la ZLECAf, cet événement se tiendra au Caire en Egypte, du 9 au 15 novembre 2023. Initialement prévu à Abidjan (Côte d'Ivoire), le Conseil consultatif de l'IATF2023 a décidé, mai dernier, de désigner Le Caire comme étant le nouvel hôte de cette édition.

Placé sous le slogan « promouvoir le commerce entre l'Égypte et l'Afrique », ce rendez-vous se veut une unique et précieuse aux entreprises pour accéder à un marché Africain intégré

de plus de 1,3 milliard de personnes avec un PIB de plus de 3.500 milliards de dollars, créé dans le cadre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine.

Cette édition se focalisera sur les industries alimentaires, l'agriculture, l'industrie automobile, le secteur de la construction et de la décoration, les consommables, l'énergie et l'électricité, les banques et le secteur des assurances, le tourisme et les voyages, les mines, innovation, informatiques, matériels et équipements de santé, et startups.

L'Algérie participe à ce rendez-vous économique, dans le cadre d'une nouvelle vision basée sur le renforcement de la présence algérienne sur le continent africain, en exploitant les avantages accordés par la Zlecaf, qui constitue une opportunité pour les produits nationaux et des entreprises algériennes de pénétrer le marché continental.

Tout le monde reconnaît la faiblesse du commerce intra-africain, qui ne dépasse pas au mieux 10 % de ses échanges totaux avec le reste du monde. Le continent reste dépendant des exportations de ses matières premières et de ses richesses souterraines.

Ce qui en fait une arène de compétition dans laquelle toutes les grandes puissances y trouvent leur compte sauf ses propres enfants.



Algérie-Espagne : les relations « sont au point mort »

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, s'est exprimé, mardi à Alger sur les relations algéro-espagnoles.

Lors d'une conférence de presse au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, le chef de la diplomatie algérienne a été interrogé sur les relations entre l'Algérie et l'Espagne.

A ce propos, le ministre a précisé qu'elles « sont au point mort » et que « les raisons qui ont conduit à la détérioration de ces relations sont toujours d'actualité ».

La crise entre Alger et Madrid remonte à mars 2022 lorsque le gouvernement espagnol, dirigé alors par Pedro Sanchez, avait effectué un changement de position sur la question du Sahara occidental, en annonçant son soutien au plan du Maroc pour ce territoire occupé.

En réaction, l'Algérie avait d'abord rappelé son ambassadeur à Madrid, avant de suspendre le 8 juin 2022 le traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération, signé avec l'Espagne en 2002.

Cette décision avait été suivie immédiatement (le 9 juin 2022), par le gel des domiciliations bancaires des opérations de commerce extérieur de produits et services, de et vers l'Espagne.



Extension du Métro d'Alger : les travaux d'aménagement des stations et la pose des rails lancés avant la fin de l'année

Le ministre des Transports, Youcef Chorfa, a effectué, ce mercredi, une visite de travail et d'inspection aux chantiers des extensions du Métro d'Alger. A l'issue de cette visite, le ministre a animé un point de presse au cours duquel il a annoncé que les travaux d'aménagement des stations du Métro d'Alger sur les lignes El Harrach-Aéroport d'Alger et Ain Naâdja-Baraki, ainsi que l'équipement du tunnel et la pose des rails sur les deux lignes, seront lancés « avant la fin de l'année » en cours.

Faisant savoir que les travaux de génie civil de la première ligne qui s'étend sur 9,5 km et compte 9 stations et ceux de la deuxième, d'un linéaire de 6 km et totalisant 6 stations » sont pratiquement parachevés », le ministre a indiqué que « les procédures de lancement des chantiers d'aménagement des stations, d'équipement du tunnel et la pose de rails sur ces deux lignes sont parachevés », annonçant que ces chantiers seront lancés « avant la fin de l'année » et que son département ministériel s'employait pour livrer le projet de ces deux extensions » d'ici 2026 ».

Le ministre a également fait savoir que le groupe Cosider, chargé des travaux de ces deux lignes d'extension, a été exhorté à « entamer les préparatifs pour le lancement des travaux d'aménagement et d'équipement ». Concernant le système intégral de gestion qui comprend, entre autres, l'électricité, la ventilation et les télécommunications, le ministre a indiqué que ce chantier sera confié à des entreprises internationales spécialisées dans le domaine, dans le cadre d'un groupement dans lequel le groupe Cosider fera partie ».

A l'occasion, M. Chorfa a félicité le groupe public Cosider pour « la maîtrise de la réalisation, la technicité, les compétences engagées dans le projet et la

disponibilité », affirmant que le groupe, qualifié de «fierté pour le pays », a mis tous les moyens pour concrétiser le projet d'extension du métro d'Alger.

La délégation ministérielle s'était rendue au projet de la ligne El-Harrach-Aéroport Houari Boumediene, où elle a suivi une présentation des travaux avant d'entamer une visite de chantier de cette ligne dont les 9 stations sont équipées d'escaliers mécaniques et ascenseurs pour les personnes à mobilité réduite.

Elle a, par la suite, visité l'usine de préfabrication de voussoirs au site Boumaati, avant de se rendre sur le chantier de la ligne Ain Naâdja-Baraki d'où elle a emprunté un tunnel jusqu'à la sortie du tracé en aérien débouchant sur un viaduc reliant la station Mohamed Boudiaf à la station Mohamed Belarbi.



إرادة قوية وحكيمة من قيادة البلدين تدفع بالعلاقات إلى قمة الازدهار الجزائر والسعودية.. آفاقٌ بعيدة المدى

عد شهرين فقط من تقلد الرئيس عبد المجيد تبون مقاليد الحكم في البلاد عقب انتخابات 12 ديسمبر 2019، أجرى في نهاية فيفري 2020 أول زيارة رسمية إلى الخارج، ولم يكن الأمر اعتباطيا باختيار المملكة العربية السعودية، لما لها من رصيد وقوة على الصعيدين الإقليمي والدولي، ضمن صدارة البلدان الأكثر ثقلًا على الصعيد السياسي والاقتصادي في المنطقة العربية، لتكون وجهته الأولى، وكانت الزيارة بداية لمسار متعدد بين البلدين لتعزيز علاقات تمتد لعقود وتبشر بآفاق بعيدة المدى من الثقة المتبادلة والتعاون المثمر والعلاقات الاستراتيجية بين مركزين ثقيلين في الإقليم العربي.

تبنت المملكة العربية السعودية حكومة وشعبا القضية الجزائرية، منذ اندلاع ثورة التحرير، واعتبرتها امتدادا للعمق العربي المشترك، ولم تبخل بتقديم الدعم المادي أو المعنوي، رغم معارضة فرنسا وحلفائها، الكثير من جيل اليوم يجهل مساندة المملكة العربية السعودية وكل ملوكها وأمرائها لثورة التحرير الجزائرية، ولذلك وجب علينا الإشادة بهذا الدعم، والجزائر لا تنسى من وقف إلى جانبها في محنتها إبان الحقبة الاستعمارية. بتاريخ 5 جانفي، 1955 أي شهرين بعد اندلاع الثورة، تقدم ممثل العربية السعودية بنيويورك إلى الأمم المتحدة بطلب النظر في القضية الجزائرية التي يعاني شعبها من تسلط وبطش

استعماري بغيض. وحملت المملكة عبر ممثلها أحمد الشقيري المسؤولية الكاملة لفرنسا عما يحدث للجزائريين، واستطاعت إقناع أربع عشرة دولة إفريقية وآسيوية من الدول المشاركة في دورة الأمم المتحدة عام 1955، بدعم طلب إدراج القضية الجزائرية في جدول أعمال الجمعية العامة للأمم المتحدة.

كما كانت المملكة العربية السعودية من الدول العربية التي لم تقطع دعمها المادي للثورة، وتم فتح اكتتاب شعبي عام على مستوى التراب السعودي، بقصد التبرع بالأموال لحساب الثورة، بمبلغ مائة مليون فرنك، على أن يكون نصيب الحكومة 250 مليون، بضمانة الملك الراحل سعود، وكان هو أول من يدفع من ماله الخاص مبلغا للصندوق الخاص للثورة، وأمر بتطبيق القرار نفسه على كل الأمراء مع ضرورة مشاركة الشعب السعودي لإنجاح العملية.

“السعودية عانت من أجل استقلال الجزائر” والرئيس تبون يستذكر الخير

في حوار مع قناة “الجزيرة”، عاد الرئيس تبون إلى السياقات التاريخية للعلاقات الجزائرية السعودية المتينة، حيث أكد أنها “تعود إلى فترة الثورة التحريرية”، مثنياً “الموقف السعودي الداعم للثورة الجزائرية ونوه بالمواقف المشرفة للملك فيصل الذي اعتبره واحداً من “أكبر زعماء الأمة”. وشدد الرئيس تبون على أن “جودة العلاقات الجزائرية-السعودية مستمرة”، مؤكداً “مساندة الجزائر للمملكة ورفضها لأي مساس بها أو بأمنها.”

دولتان محوريتان عربياً داعمتان لفلسطين وترفضان مسار التطبيع

أما في الوقت الحالي، فإن المعطيات تؤكد صعود العلاقات الجزائرية السعودية خلال الفترة المقبلة إلى مستويات أفضل بكثير من السابق، خاصة أن سلسلة الزيارات رفيعة المستوى الأخيرة بين البلدين تعزز الاعتقاد بوجود جهد لإعادة بناء محور الجزائر – الرياض، على نحو مغاير، وبصورة تكون فيها الانعكاسات ذات إيجابية بالغة، ليس على البلدين فحسب، ولكن على الكثير من أزمات المنطقة العربية. ذلك جزء من مسار جزائري لهندسة وإصلاح العلاقات مع دول عربية مؤثرة في الإقليم، واستعادة دور تفرضه الكثير من الضرورات السياسية والاقتصادية ومقتضيات الأمن القومي.

تظل القضية الفلسطينية واحدة من أهم الملفات التي تعمل عليهما الدولتان، مستندة في ذلك لموقف ثابت موحد هو “إقامة الدولة الفلسطينية”، زيادة على رفض التطبيع مع الكيان الصهيوني، حيث تشكل الجزائر والرياض سدا منيعاً لمحاولات التطبيع التي بدأتها دول عربية وخليجية تحديداً.

ولأن النفط إحدى نقاط التلاقي بين البلدين، فقد تم تعزيز آليات التنسيق والتعاون بين الجانبين في إطار منظمة “أوبك”، حيث تم تكثيف الجهد بين الجانبين، لتحقيق “السعر العادل للذهب الأسود”، وهو ما تحقق مع التحرك السعودي القاضي بتخفيض الإنتاج، الأمر الذي وافقت عليه الجزائر، معتبرة إياه “قرارا تقنيا” يخدم مصالح الدول المنتجة والمستهلكة. وتشير تصريحات القيادة السعودية إلى رغبتها الكبيرة في المضي لتعزيز علاقتها مع الجزائر، الأمر الذي أكد عليه وزير خارجيتها برغبة الرياض في تعزيز التنسيق والتعاون بين البلدين في كافة المجالات، سواء كانت سياسية أو اقتصادية أو غيرها، حيث إن قيادة المملكة ترى أن العلاقات الثنائية بين البلدين هي إحدى اللبنة الأساسية في العمل العربي المشترك. ويرى مراقبون أن الانطلاقة الجديدة للعلاقات بين البلدين، يمكن أن تشمل العديد من المجالات، بما في ذلك التعاون الأمني والتصنيع العسكري، حيث سبق لقائد الأركان الفريق أول، السعيد شنقريحة، أن تباحث مع نظيره السعودي، سبل تعزيز التعاون الأمني والعسكري بين البلدين، خلال مشاركتها في افتتاح معرض الدفاع والأمن في البرازيل، قبل أشهر.

مجلس أعلى للتنسيق.. فضاء لتمتين العلاقات بين الجانبين

تتعدد مجالات التعاون بين البلدين والتنسيق، نظرا لأهمية البلدين، الجزائر والسعودية، بحكم موقعيهما الهامين، الأولى في شمال إفريقيا وقربها من أوروبا وحدودها مع منطقة الساحل، وأهمية المملكة العربية في المنطقة العربية والخليج، في مجالات الأمن والسلم الدوليين، إضافة إلى المجال الاقتصادي، فكلتا الدولتين نفطيتان، لذلك تطلب الأمر إنشاء فضاء خاص لترتيب وتنظيم مجالات العمل والتعاون، حيث تجسد في “مجلس التنسيق الأعلى بين البلدين”. وتم التوقيع بين الجانبين على إنشاء المجلس، في ماي الماضي، والذي سيمثل إطار التنسيق السياسي والتعاون الاقتصادي بينها، بعد 5 سنوات من إعلان الرياض عن استحداثه والذي تم خلال الزيارة التي قام بها ولي العهد السعودي محمد بن سلمان إلى الجزائر في الثالث من ديسمبر 2018، حيث سيتولى المجلس “التكفل بتعزيز التعاون الثنائي في المجالات السياسية والأمنية، ومكافحة الإرهاب والتطرف، والاقتصاد، والتجارة، والاستثمار، والطاقة، والتعدين.” وقد وقع الرئيس تبون على مرسوم رئاسي، يتضمن التصديق على الاتفاق بين الحكومة الجزائرية وحكومة المملكة العربية السعودية لإنشاء مجلس التنسيق الأعلى الجزائري – السعودي، وفقا للعدد رقم 50 من الجريدة الرسمية، حيث صدر مرسوم رئاسي رقم 23-283 مؤرخ في 13 محرم عام 1445 الموافق 31 جويلية سنة 2023. وسيتولى رئاسة المجلس شرفيا كل من رئيس الجمهورية وولي العهد السعودي، على أن يقوم بمهمة الرئاسة التنفيذية وزير الخارجية الجزائرية ونظيره [السعودي](#).

بالمقابل، تؤكد الشواهد أن سمو العلاقات بين الجزائر والمملكة والتوافقات الحاصلة بينهما في عديد المسائل، سواء السياسية أو الاقتصادية، علاوة على القضايا الإقليمية، تثير حفيظة بعض الأطراف، والتي عملت على ضرب هذه العلاقة المتينة وتشويه البلدين ومحاولات إحداث الوشاية بينهما، خاصة في المحطات المهمة التي احتضنتها الدولتان، عبر تقديم قراءات قاصرة للأحداث. ومن شأن وضع آليات لتعزيز التعاون على محور الجزائر الرياض، قطع الطريق أمام محاولات الوقيعة بينهما، خاصة أن السعودية قد أكدت وجود مساعي للتشويش على البلدين، وهو ما قاله سفيرها قبل فترة "لاحظنا على مواقع التواصل الاجتماعي، مؤخرا قيام أشخاص بحسابات وهمية مجهولة، بنشر أخبار ومواضيع لبث الفتنة والفرقة بين الشعبين السعودي والجزائري الشقيقتين"، وأكد أن "العلاقات السعودية الجزائرية ستبقى عصية على دعاة الفرقة والانقسام بين الشعبين والبلدين".

الباحث بوزيدي: العلاقات الجزائرية السعودية شهدت تطورات كبيرة

وفي توصيفه لواقع العلاقات بين البلدين، يقول الباحث في العلاقات الدولية والشؤون الاستراتيجية يحيى بوزيدي، "تشهد العلاقات الجزائرية السعودية تطورات كبيرة جدا في مختلف المجالات، لعل أبرزها وليس آخرها مجلس التنسيق الجزائري السعودي، وهو أمر طبيعي بحكم العلاقات التاريخية التي تجمع البلدين والدعم التاريخي اللامحدود من طرف المملكة للثورة الجزائرية".

ويتوقف الباحث في العلاقات الدولية في حديثه لـ "الشروق" عند وزن الجزائر والمملكة، مؤكدا "الأهمية الجيوسياسية للدولتين في إقليم الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، حيث تعتبر السعودية قوة إقليمية في منطقة الخليج والجزائر القوة المماثلة في المغرب العربي، ومصالحهما تتداخل في العديد من الدوائر الجيوسياسية، ولعل أبرز الأمثلة على ذلك، ما يحصل في منطقة الساحل وشرق إفريقيا، والتداخل بين حازمتي السودان والنيجر، وتداعياتهما على الجزائر والسعودية، بشكل مباشر وغير مباشر".

ويشير الدكتور بوزيدي إلى التوافق الحاصل بين البلدين بخصوص قضايا المنطقة والعالم، حيث إن مقاربات الدولتين للأزمات الإقليمية وحتى العالمية على قدر كبير جدا من التماثل، حيث التركيز على الأدوات السلمية والجهود الدبلوماسية والحث على تجنب الحروب والأدوات العسكرية والوقوف على مسافة واحدة من أطراف النزاع، وهو ما يؤهلها لاحتضان المبادرات الرامية لحل تلك الأزمات، على حد تعبيره.

ويضيف بوزيدي أن "من الملفات الجامعة لرؤيتي البلدين، القضية الفلسطينية، والتي تتمسك

فيها المملكة السعودية بالمبادرة العربية التي سبق لها أن حظيت بدعم جزائري من حينها، وكلا القيادتين يرفضان الانخراط في مسار التطبيع، وهما داعمان أساسيان لحقوق الشعب الفلسطيني الثابتة والدفاع عن القضية المركزية في المحافل الدولية"، بل إن هذا الملف تحديدا يجعلهما في حالة تمايز مع أقطاب أخرى تتآمر على الشعب الفلسطيني في وضخ النهار. أما في الجانب الاقتصادي، يقول المتحدث إن كلا الدولتين نفطيتان وتنسقان في إدارة ملف الطاقة على مستوى منظمة "أوبيك" وخارجها، بما يخدم مصالح الدول المصدرة للنفط، كما أنهما تمتلكان الكثير من الموارد الأخرى التي يتوجب عليهما تكثيف جهود التعاون فيها، من خلال فتح نوافذ مؤسسية متنوعة، تتيح المجال لرجال الأعمال السعوديين والجزائريين معرفة فرص ومجالات الاستثمار الممكنة، خاصة في ظل الرغبة القوية المعبر عنها مؤخرا من متعاملي الطرفين، على تعبيره.

ويختتم الدكتور بوزيدي قراءته للعلاقات الثنائية بين البلدين بالتأكيد أنه في ظل التطورات العالمية والإقليمية، فإن المرحلة تقتضي تكثيف جهود التعاون التي تستوجب على القوى الإقليمية في كل فضاء جيوسياسي أخذ زمام المبادرة وملء الفراغات التي تسعى بعض القوى لملئها على حساب مصالح شعوب ودول المنطقة المستهدفة. وفي هذا السياق تجدر الإشارة، يتابع بوزيدي، إلى أن المملكة تعرف نهضة استطاعت تحقيق إنجازات في مجالات مختلفة، كالرقمنة على سبيل المثال لا الحصر، والتي يمكن الاستفادة منها ومحاكاتها وتبادل الخبرات والتجارب في مختلف المجالات خدمة لمصالح البلدين، كما أن الجزائر تعرف هي الأخرى ديناميكية اقتصادية واعدة في ظل مناخ أعمال محفز وبرنامج رئاسي طموح، يتيح فرصا متنوعة للمتعاملين السعوديين في مختلف القطاعات، لترجمة جودة العلاقات السياسية في مستويات شراكة اقتصادية متقدمة، على حد وصفه.

الشروق
إخبارية وطنية

صدور 53 قانوناً في ظرف سنتين والوزير الأول يرأس البرلمان

400 مرسوم تنفيذي ينتظر التوقيع على طاولة الحكومة

أحال الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمن، إلى مكتب المجلس الشعبي الوطني حصيلة مكتوبة، تتضمن تفاصيل النصوص التطبيقية والتنظيمية المتعلقة بـ 53 قانوناً صادر في الفترة التشريعية ما بين 2021 و 2023 أي خلال العهدة النيابية الحالية، منها 20 قانوناً لا تزال نصوصه التطبيقية قيد الإعداد.

واستبق ديوان الوزير الأول عرض بيان السياسية العامة للحكومة، المُنتظر منتصف شهر سبتمبر

المقبل بالبرلمان، بعرض حصيلة النصوص التطبيقية، التي سبق وأن طالب النواب بالتعجيل في إصدارها، سيما وأنها أثارت جدلا بمبنى زيغود يوسف مؤخرا. وقدم مسؤول الجهاز التنفيذي في مراسلة موجهة بتاريخ 10 أوت المنصرم إلى مكتب المجلس الشعبي الوطني، توضيحات حول كافة النصوص المؤطرة للقوانين، والصادرة خلال الفترة التشريعية الحالية، منها تلك التي ينتظر النواب صدورها على غرار قانون الصفقات العمومية والقواعد المنظمة للمناطق الحرة والنص التطبيقي المتعلق بالقانون النقدي والمصرفي. واستعرض الوزير الأول في المراسلة مدى تقدم الحكومة - حسبه - في إصدار النصوص التطبيقية للقوانين التي عرضت على البرلمان للمناقشة والإثراء والتصويت عليها منذ بداية العهدة البرلمانية، وجاء فيها " تجاوزا مع انشغال النواب قدم الوزير الأول إحصائيات عامة تبرز كثافة النشاط الحكومي في مجال إعداد النصوص التطبيقية تضمن 52 نصا تطبيقيا منبثقا عن 53 قانونا مصوتا عليه منذ بداية العهدة البرلمانية باستثناء تلك المرتبطة بتطبيق أحكام قوانين المالية والمتعلقة بتوزيع وحركة الاعتمادات المالية". وأفادت المراسلة أن العدد الإجمالي للنصوص التطبيقية الصادرة خلال الفترة المعنية أي من 2021 الى 2023 بلغ أكثر من 2575 نص منها " مراسيم رئاسية، تنفيذية، قرارات وزارية، ووزارية مشتركة"، بينها 1226 مرسوما.

كما لفتت المراسلة إلى أن 15 نصا تشريعيًا من مجموع 53 المصوت عليها لا تتضمن إحالة على نصوص تطبيقية و 4 قوانين تتضمن إحالة إلى النص التطبيقي واحد، وأن ما لا يقل عن 400 مرسوم يوجد حاليا في مرحلة متقدمة من الإعداد والتحرير على مستوى القطاعات الوزارية أو الدراسة على مستوى الحكومة.

كما تؤكد الحكومة، حسب المراسلة، حرصها على التنسيق مع المجلس الشعبي في مجمل المسائل المتصلة بتحسين الأداء والرقى به إلى المستوى الذي يضمن تجسيد برنامج رئيس الجمهورية، لتعزيز مسار الانتقال إلى الجزائر الجديدة، ومنها اعتماد مقاربة تقوم على ضرورة استكمال إعداد النصوص التطبيقية في آجال قياسية ونشرها مباشرة عقب صدور القانون المذكور متسلسلة في نفس العدد من الجريدة الرسمية.

وحسب المراسلة، والتي تحوز "الشروق" على نسخة منها، فإن 20 قانونا لا تزال نصوصه التطبيقية قيد الدراسة والإعداد منها القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، والقانون الأساسي العام للمستخدمين العسكريين، إضافة إلى النص التطبيقي المتعلق بحماية المعلومات والوثائق الإدارية، والنص التطبيقي المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2022.

ويضاف لها النص المتعلق بتنظيم مجلس الدولة، وكذا القانون المتعلق بالصيد البحري وتربية المائيات، والنص المتعلق بالقانون المحدد للقواعد المنظمة للمناطق الحرة، إلى جانب ذلك النص المتعلق بتسيير المساحات الخضراء.

ومن بين القوانين التي ينتظر صدور مراسيمها التطبيقية قريبا القانون المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب، والنص المتعلق بممارسة الحق النقابي، وكذا القانون المتعلق

بالاتجار بالبشر ومكافحته والذي لا يزال قيد الإعداد تضيف المراسلة. كما ينتظر صدور النصوص التطبيقية الخاصة بالقانون رقم 23-05 المتعلق بالمخدرات والمؤثرات العقلية، وكذا النص المتعلق بقواعد المحاسبة العمومية والتسيير المالي، يضاف لها القانون المتعلق بالوقاية من النزاعات الجماعية. ومن بين القوانين المتعلقة بالاقتصاد، والتي تنتظر صدور نصوصها التطبيقية نجد القانون المتعلق بالصفقات العمومية، وكذا القانون النقدي والمصرفي الذي تضمن حسب المراسلة إحالة واحدة على النص التتطبيقى. ويضاف لهذه القوانين، التشريعات التي صادق عليها البرلمان مؤخرًا والتي تنتظر هي الأخرى صدور نصوصها التطبيقية على غرار القانون العضوي للإعلام، وكذا القانون المتضمن تنظيم مهنة المحضر القضائي.



وجهات الجزائريين تنوعت بين الدراسة والتجارة والسياحة

"السكوار" يتوسع إلى عملات العالم مع الدخول الاجتماعي

يشهد سوق "السكوار" للعملات الأجنبية بساحة بورسعيد بالعاصمة، انتعاشا ملحوظا في الآونة الأخيرة، حيث عاد بقوة غير مسبوق وأصبح مكتظا بالباعة والزبائن، إلى درجة أن مساحة بيع وشراء العملة توسعت لتشمل شوارع وأزقة مجاورة، ناهيك عن التنوع في العملة بعد دخول بعض العملات الخاصة ببلدان آسيوية وأمريكية وعربية على خط اليورو والدولار الأمريكي. ورغم أن عملة اليورو بقيت تحتل الصدارة في الترويج، وتليها عملة الدولار الأمريكي، إلا أن الطلب لم يعد يختصر في يوميات "السكوار" على هذين العملتين، حيث تفاجأ باعة هذا السوق بزيادة الطلب على الليرة التركية، والباند الانجليزي، والين الياباني، والرينغيت الماليزي، والريال البرازيلي، والروبل الروسي، والدولار الكندي، والريال السعودي، والدرهم الإماراتي. ومن خلال جولة استطلاعية قادت "الشروق"، خلال هذا الأسبوع، إلى سوق "السكوار"، رصدنا الحركية في البيع والشراء، حيث كانت الساعة الرابعة زوالا، ولا يزال

السوق مكتظا، وبمجرد الاستفسار عن مدى توفر عملات أخرى غير اليورو والدولار، والليرة التركية، والين الياباني، كانت الإجابة سريعة من طرف مجموعة الشباب المتنافسين على الزبائن، بأن كل العملات باتت تدور هنا في ساحة بور سعيد بالعاصمة.

وقال أحد الباعة إن بعض الدول يمكن للمسافرين إليها أن يتعاملوا باليورو، إلا أن بعض الجزائريين سواء من الذين يتوجهون للسياحة أو التجارة، يبحثون هنا، عن عملتها الأصلية، ناهيك عن دول مصنفة في الاتحاد الأوروبي، لكنها حافظت على عملتها، مثل الدانمارك والسويد، حيث توفرت في “السكوار”، الكورونة السويدية، والكورونة الدنماركية عند بعض تجار العملة. ووصل سعر شراء 100 يورو في “السكوار”، إلى 22700 دج، بينما بيعها من طرف رواد هذا السوق، فيكون بمقابل 22400 دج، وأما سعر 100 دولار أمريكي فيدور في حدود 19800 للبيع و20 ألف دج للشراء، فيما تباع 100 باند انجليزي، بـ25000، وتشتري بـ25250 دج، وتتساوى الليرة التركية بالدينار الجزائري تقريبا، وأما الدولار الكندي فقد شهد ارتفاعا ملحوظ في السوق السوداء للعملة الصعبة فـ100 دولار كندي تباع بـ14900 دج وتشتري بـ14700 دج. وفي سياق الموضوع، أكد رئيس المنتدى الجزائري للتصدير والاستيراد، والتجارة الدولية والاستثمار، محمد حساني لـ “الشروق”، أن عددا كبيرا من الأجانب دخلوا مؤخرا إلى الجزائر للاستثمار، ناهيك عن المعارض والتظاهرات الدولية التي نظمت في بلادنا خلال الفترة الأخيرة، واستقدمت مجموعة من رجال الأعمال والصناعيين، والمهتمين بالنشاطات التجارية والثقافية، كل هذا ساهم حسبه في زيادة الطلب على العملات الأجنبية، حيث قام بعضهم باستبدالها بالدينار الجزائري، فيما بحث غيرهم عن العملة الخاصة ببلادهم في رحلات عودتهم إليها. ويرى حساني أن الحركة في سوق “السكوار” في بيع وشراء العملات، جاءت مع اقتراب الدخول الاجتماعي، وعودة المستثمرين الأجانب، واستعداد الجزائريين للعودة إلى بلدان أجنبية يقيمون فيها أو يذهبون للدراسة أو السياحة فيها.

وأوضح ذات المتحدث أن تجار “الكابة” لعبوا دورا مهما في إحداث التنوع في بيع وشراء العملات، حيث بعضهم يقومون بجلبها من البلدان التي يأتون منها، أو يشترونها من سوق “السكوار”، لاستخدامها في تعاملاتهم التجارية بالخارج. وقال حساني إن الجزائريين تعددت وجهاتهم خلال سنتي 2022 و2023، وساهمت الرقمنة والتكنولوجيا الحديثة في ذلك، فبين الدراسة والتجارة والسياحة، باتت رحلاتهم، حسب، من ماليزيا إلى الإمارات العربية، والسعودية، وإلى ألمانيا، وانجلترا وروسيا، وكندا وأمريكا، وحتى الدول الاسكندنافية. ودعا حساني إلى الإسراع في فتح شبابيك الصرف لامتناس العملات المتداولة في السوق السوداء، ورقمنة القطاع المصرفي، لاسيما في ظل الانفتاح على الاستثمار الخارجي، مضيفا أن محاربة التهريب يساهم أيضا في الحد من الإضرار التي قد تلحق بالاقتصاد الوطني.



القضاء الإداري للتخلص من تركة الفساد والتلاعب بأمالك الدولة

تجريد أشباه المستثمرين من مساحات عقارية واسعة

حمى ويطيس المعركة القانونية بشأن العقار العمومي غير المستغل، من قبل عشرات المستثمرين غير الجادين في مختلف مناطق الجمهورية، وذلك تنفيذا لمخطط الحكومة الرامي لاسترجاع العقار غير المستغل بكافة أنواعه، وتطهير قطاع الاستثمار بوضع حد لظاهرة المضاربة، والتي تفاقمت على حساب الاستثمار الحقيقي الذي تنشده الدولة الجزائرية، لجذب رؤوس الأموال ودعم الاقتصاد المحلي والوطني، وامتصاص مئات الآلاف من البطالين. وفي هذا السياق، أعلنت مصالح ولاية وهران، مثلا، عن حسم المحكمة الإدارية في سبعة ملفات دفعة واحدة، بإصدار أحكام نهائية تقضي بإلغاء سبعة عقود امتياز كانت تحت تصرف أشخاص

لم يترجموا مشاريعهم على أرض الواقع، وظلت حبرا على ورق منذ ربيع 2017. وفصلت المحكمة الإدارية في وهران في الفترة الممتدة بين 14 و21 أوت، في النزاع القائم بين مديرية الصناعة لولاية وهران ومجموعة من مالكي العقار العمومي غير المستغل، معلنة عن حسم المعركة القضائية لصالح الدولة، التي حركت ما لا يقل عن 23 دعوى قضائية تخص استعادة أوعية عقارية لم يتم استغلالها منذ مرور أكثر من 60 شهرا أو ما يزيد عن ذلك، تم الفصل في المدة الأخيرة في 7 ملفات بشكل نهائي في انتظار صدور أحكام أخرى في شهر سبتمبر، حيث برمج القضاء على مستوى ولاية وهران، ثلاث جلسات جديدة للفصل في دعاوى جديدة باستعادة عقارات “مسيجة” تابعة للملك العام، استولت عليها بطرق غير شرعية جماعات النفوذ في وقت سابق.

وتم تصنيف ذات المعركة القضائية في استعادة العقار موضوع استيلاء غير شرعي، ضمن حملة مكافحة الفساد التي باشرتها الجهات القضائية في الجزائر منذ ربيع 2019، لدكّ معاقل الفساد وتوقيف الضالعين في ملفات تبديد عقارات الدولة وهدر المال العام. وستتيح عملية إلغاء عقود الامتياز في وهران، ضمن الحملة المستمرة في تطهير ملف الاستثمار، استرجاع أزيد من 155 هكتار من الأراضي غير المستغلة في ثلاث مناطق صناعية في وهران. وكان والي وهران سعيد سعيود كشف في شهر مارس الفائت، أن القضاء أصدر خمسة أحكام نهائية باستعادة عقارات واسعة في المنطقة المسماة “سيدي البشير”، التي حولها بعض النافذين في الأعوام الأخيرة إلى أشبه ب”ملكيات خاصة” في إطار حملة استرجاع أملاك الدولة العقارية، التي أخلّ المستفيدون منها بالتزاماتهم التعاقدية، مخالفين بذلك أحكام الأمر 08-04 المؤرخ في الفاتح من سبتمبر 2008، حيث صدرت هذه الأحكام بناءً على دعاوى رفعتها الولاية، لأسباب تعود إلى عدم إنجاز أي أشغال بعد المدة القانونية ورفض هذه الفئة، التخلي عن عقارات الدولة بطرق قانونية والإقرار بفشل مشاريعها الاستثمارية، حيث كان مقررا أن يتم إقامة مصانع لإنتاج الحليب ومشتقاته وصناعة البلاستيك ومواد البناء بالجملة، التي من شأنها توفير مناصب شغل جديدة. وبحسب ما توافر من معطيات متطابقة، فإن اللجوء إلى القضاء كان أمرا حتميا، بسبب تعنت هؤلاء الأشخاص ورفضهم استلام إغذارات بإخلاء العقار من قبل محضرين قضائيين تم الاستعانة بهم من قبل السلطات العمومية، التي وجدت نفسها مرغمة على طرق أبواب القضاء لاستعادة حقوق الدولة، بإلغاء عقود امتياز بقوة القانون، تسريعا لتوفير تطهير ملف الاستثمار. وفي السياق نفسه، تم تشكيل لجنة محلية جديدة في ولاية سعيدة، بقرار صادر عن والي الولاية أحمد بودوح، الذي قرر إحداث ثورة إدارية في اللجان المحلية المكلفة بمتابعة مشاريع الاستثمار وانتزاع العقارات غير المستغلة، حيث لجأ إلى تعيين إطارات شباب ضمن لجنة ولائية تحت وصاية

الوالي، مكلفة بإعداد إحصاء شامل ودقيق لكل الجيوب العقارية غير المستغلة، وفق مقاربة جديدة تركز على "العقار لمن يستغله"، في مسعى واضح لكبح أنشطة الاستثمار الوهمي في ولاية سعيدة، التي لم تتخلف هي الأخرى عن دخول أروقة المحاكم، لانتزاع 12 قطعة أرض من مستغلين غير شرعيين لعقارات الدولة.

وكان والي سعيدة في اجتماع تنفيذي، أفصح أنه تم إلى غاية تاريخ 31 جويلية، إصدار 149 قرار بإلغاء عقود امتياز، مكنت الحصيلا من استعادة 351 هكتار كانت تحت تصرف أشخاص لا علاقة لهم بقطاع الاستثمار، فيما يرتقب أن يتم إلغاء 28 مشروعا صناعيا، سياحيا وزراعيًا، لم يتم إحالتها إلى واقع حقيقي، إذ بقيت مشاريع إنجاز خمسة فنادق سياحية في سعيدة، في خبر كان. وتجسيدا لأوامر الرئيس عبد المجيد تبون، باسترجاع العقارات من غير مستحقيها وشطب غير الفاعلين من البطاقة الوطنية للمستثمرين، تم استرجاع 47 قطعة أرضية منحت في سياق الاستثمار الصناعي عبر مختلف مناطق النشاطات بولاية عين الدفلى، بينما لجأ أربعة من رجال الأعمال إلى إعادة مساحات عقارية لمديرية الصناعة بصفة طوعية، لتحاشي تسديد الرسوم التي يفرضها القانون على المخالفين.

وكشفت مصالح ولاية سيدي بلعباس، عن استعادة 23 وعاء عقاريا بالمنطقة الصناعية في عاصمة الولاية، وقررت اللجنة الولائية المكلفة بمعاينة مدى تجسيد المشاريع الاستثمارية، إلغاء هذه المقررات التي استفاد منها رجال أعمال في الفترة الممتدة بين 2014/2019 ولم يتم تجسيد ذات المشاريع على أرض الواقع لأسباب غير مفهومة حسبما أشار إليه ذات المصدر. وعلى هذا النحو، تم في شهر جويلية الفائت، إلغاء 9 مقررات استفادة من عقارات في مناطق النشاطات في ولاية الشلف، من غير مستحقيها، الذين حصلوا على مساحات تتراوح بين 4000 و6000 م² في سنوات 2007/2012/2014/2017، لكن كافة المشاريع التي كانت مدونة على الورق لم تر النور، حيث تم استعادة هذه العقارات في سياق تنفيذ توجيهات الحكومة بتطهير العقار الصناعي والموجه للاستثمار، وذلك بعد استلام المستثمرين غير الجادين، إعلانات رسمية عقب تحقيقات جادة وزيارات ميدانية إلى المواقع المخصصة لتنفيذ المشاريع، مع العلم أن الشلف كانت معنية بإنجاز مصنع لإنتاج الحليب ومشتقاته على الطريق الوطني رقم 04 واحتضان سوق للخضر والفواكه بحي الحسنية على مساحة 7000 م² وحظيرة سيارات بأربعة طوابق، لكن لا شيء تحقق على أرض الواقع.

ويكاد نشاط استعادة العقار العمومي غير المستغل، السمة الغالبة في أنشطة ولاية الجمهورية، تنفيذا لتوجيهات الوزير الأول، الذي حدد حيزا زمنيا مقدرا بـ18 شهرا، وذلك اعتبارا من شهر فيفري الماضي، لأجل تطهير ملف الاستثمار وضبط استعمال العقار الفلاحي أو الصناعي أو السياحي،

واسترجاع العقارات غير المستغلة ومنحها للمستثمرين الحقيقيين بهدف الوصول إلى الأمن الغذائي.

وصارت مئات القطع الأرضية غير المستغلة، منحت لمستثمرين بدون أن يقوموا بتجسيد المشاريع المبرمجة، هدفا للحكومة من أجل استرجاعها ودمجها ضمن العرض العقاري الموجه للاستثمار، لتفادي الوقوع في كوارث الماضي، التي شهدت توزيع مساحات كبيرة من الأوعية العقارية، دون أن تكون محل استغلال.

ويعود جزء من العقار الصناعي غير المستغل تحديداً، إلى فترة الرئيس السابق عبد العزيز بوتفليقة، إذ مُنح لرجال أعمال مقربين من المحيط المباشر للرئيس الراحل ومستشاريه، آلاف التجزئات الحاملة للطابعين الفلاحي والصناعي دون أن يتم ترجمة مشاريعهم على أرض الواقع، ويوجد بعض هؤلاء في السجن، حيث يقضون عقوبة بتهم فساد. وأعلن الرئيس عبد المجيد تبون في ديسمبر الماضي عن إنشاء "الوكالة الوطنية للعقار الصناعي"، مهمتها توفير العقار الصناعي للمستثمرين بكل شفافية ورفع القيود عن المشاريع المتوقفة، وقال إن بعض العقارات "وُزعت قبل 10 سنوات ولم تستغل إلى اليوم."



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger